

Monsieur le Président,

Tout d'abord, nous souhaitons remercier le RSSG Loucény FALL pour son briefing ainsi que pour son travail substantiel, comme en témoigne le rapport du Secrétaire général.

Le travail du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et les rapports semestriels ont une valeur indéniable de par leur **accent régional et thématique**.

Le Conseil est bien sûr régulièrement informé sur la région ou sur certains des pays qui la composent, mais nos débats semestriels tel que celui d'aujourd'hui nous permettent de mieux appréhender les développements et les tendances majeurs qui affectent la région dans son ensemble, que ce soit en matière de droits de l'Homme ou sur le plan de la situation humanitaire, la problématique croissante de la gestion des transhumances, ou encore le fléau de l'exploitation illégale des ressources naturelles.

Ce rapport démontre en outre à quel point certains défis et menaces sécuritaires, en raison de leur caractère transfrontalier, rendent l'analyse régionale non seulement souhaitable mais également nécessaire. Des problèmes initialement perçus comme locaux ou nationaux appellent souvent des solutions régionales ou sous-régionales, que ce soit pour prévenir et résoudre la problématique des groupes armés comme le LRA ou Boko Haram – qui continuent à sévir dans certains pays de la région – ou pour consolider et sauvegarder les premiers acquis positifs du récent Accord de paix en République centrafricaine.

- Un autre dossier qui doit retenir notre attention est la situation au **Cameroun**. Nous partageons les préoccupations du Secrétaire général par rapport à la situation humanitaire, sécuritaire et à celle des droits de l'Homme, dont l'impact négatif sur la région est établi. Nous partageons également les solutions préconisées dans le rapport. Le dialogue doit prévaloir, l'accès humanitaire doit être garanti et le droit international humanitaire doit être respecté par toutes les parties au conflit. Vu la nature holistique de la crise, nous avons tous à y apporter une réponse: à la fois au niveau sous régional, régional et des NU mais également au niveau des Etats Membres et des acteurs humanitaires, confessionnels ou appartenant à la société civile.

Le Bureau régional des NU pour l'Afrique centrale est un instrument-clé en matière de prévention des conflits et d'alerte précoce. C'est cette fonction qui guide les bons offices du RSSG. C'est en ce sens que le Bureau appuie les processus électoraux inclusifs, transparents et crédibles, en tant que facteurs essentiels à la stabilité régionale.

Ce qui m'amène à mon deuxième point.

Dans quelques semaines, ce Conseil discutera d'une **revue stratégique du BNUAC**. L'enjeu sera de maximaliser le rôle du Bureau en matière de prévention tout en minimisant le chevauchement avec les autres activités des Nations Unies dans la région. Nous voyons cette revue stratégique comme une opportunité unique pour les Nations Unies et pour ce Conseil d'approfondir nos moyens d'actions en matière d'alerte précoce et de mécanismes de réponse.

Je vous remercie.